

La lettre

www.dominiquepotier.com

de **Dominique POTIER** député de la 5^{ème} circonscription
& **Martine HUOT-MARCHAND** suppléante

n°5

Parole tenue : à nouveau et comme chaque année, nous vous adressons une lettre d'information pour rendre compte de notre mandat. A ce moment, je tiens à saluer l'engagement hors du commun de Martine ainsi que de toute l'équipe parlementaire pendant ces 5 années.

Comment témoigner du nombre et de la diversité des actions, des dizaines d'amendements et des cinq Lois défendues en première ligne depuis 2012 ? Dans cette cinquième lettre, nous avons voulu mettre en avant ce qui relie nos initiatives locales, nos combats législatifs et les idées auxquelles nous croyons. Nous avons donc choisi 12 récits parmi d'autres pour illustrer ce lien, 12 récits collectifs pour dire notre façon de vivre l'engagement politique à vos côtés.

A nouveau, nous vous proposons 6 rendez-vous citoyens début avril. Plus que jamais nous avons besoin les uns des autres pour déchiffrer le monde et partager une espérance commune. Nous avons besoin d'une terre ferme dans la tempête.

Le moment viendra ensuite où nous nous engagerons dans une nouvelle campagne pour notre pays. J'attache de la valeur à l'effort et à la justice. Certains pensent que ces valeurs sont démodées, je crois qu'elles sont le socle d'une société civique.

Votre député
Dominique POTIER



2012 2017
concrètement

RENDEZ-VOUS CITOYENS

COLOMBEY-LES-BELLES - JEUDI 6 AVRIL - Salle des associations - 20h30

VÉZELISE - VENDREDI 7 AVRIL - Halles, Salle de l'auditoire - 20h30

THIAUCOURT - SAMEDI 8 AVRIL - Salle de la Mairie - 9h

TOUL - LUNDI 10 AVRIL - Salle des adjudications - 20h30

LIVIRDUN - MARDI 11 AVRIL - Espace Champagne - 20h30

NEUVES-MAISONS - MERCREDI 12 AVRIL - Salle Bernard Perrin - 20h30

Liberté • Égalité • Fraternité

UNE JUSTICE POUR TOUS

au bout de la rue comme au bout du monde

GRANDIR ENSEMBLE

Les adolescents en situation de handicap ont le droit de grandir avec les jeunes de leur génération. Par le dialogue engagé entre la communauté de communes, l'éducation nationale et l'AEIM, une cité scolaire inédite regroupant un collège, un lycée et un institut médico-éducatif va être construite. A Neuves-Maisons, et pour la première fois en France, nous allons réaliser la promesse contenue dans la Loi de 2005 sur le handicap.



A Toul, les bâtiments des lycées professionnels sont en mauvais état. Parce que nous refusons d'avoir une jeunesse à deux vitesses, nous avons fait naître un grand projet: la Région va investir 38 millions d'€ de rénovation dès 2018 sur le site Cugnot. La transition écologique dans l'industrie sera le fil conducteur de ce qui deviendra un lycée des Métiers. Cet établissement coopèrera avec le lycée Majorelle qui bénéficiera, entre autres, d'un nouvel espace scientifique.

Enfin, l'école de la 2^{ème} chance, installée en 2013, et le réseau d'éducation prioritaire symbolisent notre volonté de ne laisser personne au bord du chemin.

MONDIALISATION : DES RÈGLES DU JEU

LES HOMMES NAÏSSENT
ET DEMEURENT LIBRES
ET ÉGAUX EN DROITS

Nous ne pouvons pas, pour quelques centimes sur un tee-shirt ou quelques euros sur un téléphone, détruire des emplois ici et des vies au bout du monde. La loi dont je suis rapporteur a été votée le 21 février 2017. Elle oblige les multinationales à prévenir les atteintes graves aux droits humains et à l'environnement comme, par exemple, le travail des enfants, une marée noire ou l'effondrement d'une usine textile au Bangladesh faisant des milliers de victimes.

Il aura fallu 4 ans de persévérance contre les lobbies financiers pour cette avancée contre les dérives de l'appât du gain. Cela a été possible parce que nous avons travaillé avec plusieurs courants politiques, des syndicats et de grandes associations humanitaires.

Autre combat historique : chacun devrait payer ses impôts là où il produit de la richesse. En Europe, chaque année, 1 000 milliards d'€ manquent dans les comptes publics à cause de la fraude. **En 2013, j'ai été chef de file au sein du groupe parlementaire dans la lutte contre les paradis fiscaux.** La France est désormais pionnière en Europe pour une mondialisation plus humaine.

LA JUSTICE AU QUOTIDIEN

Les personnes les plus pauvres sont les premières victimes des désordres de la vie courante. 3 exemples où nous avons agi pour plus de loyauté :

- Le crédit renouvelable est souvent un piège. Il provoque des surendettements. Au moment de la Loi consommation, nous avons réuni toutes les associations de solidarité du territoire pour trouver des solutions. Trois sont devenues des amendements - dont l'obligation d'une comparaison avec un crédit classique - gagnés malgré l'hostilité de certaines banques. L'ensemble de ces mesures produit d'ores et déjà des résultats positifs sur le désendettement des ménages.
- **Des produits sont conçus pour tomber en panne à courte échéance. Pour contrer le gaspillage et la tromperie commerciale, nous avons obtenu dans la Loi de transition énergétique une expérimentation sur l'affichage de la durée de vie des produits.**



- Les dépassements d'honoraires médicaux sont devenus monnaie courante. Ils créent de véritables rentes et rompent avec le principe d'égalité de la sécurité sociale. Nous avons, à plusieurs reprises, dénoncé cette dérive au nom des abus entendus sur le terrain.

ET AUSSI...

SÉCURITÉ : Un dialogue permanent avec les responsables des forces militaires, de la sécurité intérieure et de la Justice (avec nos 2 centres de détention) nous a permis de partager les tensions liées au danger de la radicalisation et de soutenir entre autres la réorganisation des forces de gendarmerie : construction d'une nouvelle caserne à Neuves-Maisons, création de la communauté de brigade du Saintois, création de permanences décentralisées dans le Toullois, expérimentation de vidéo-surveillance pour les communes de la vallée de la Moselle.

MÉDITERRANÉE : Rapporteur de la Loi Canfin sur l'aide au développement, je plaide pour une coopération renforcée avec l'Afrique dans la lutte contre la misère et le changement climatique afin de prévenir les migrations économiques.

COOPÉRATION ENTRE ESPACES RURAUX ET MÉTROPOLE : Depuis 10 ans, nous travaillons à l'unification de nos territoires du grand Toullois comme du sud nancéien, mais aussi des coopérations équilibrées avec le Grand Nancy pour éviter les gaspillages d'argent public, les concurrences stériles et réduire les inégalités entre ruraux et urbains. Nous refusons

deux impasses : être absorbés ou être isolés. Nous voulons à la fois travailler en commun et cultiver notre identité. Le schéma de planification que nous avons porté pour le sud lorrain a été adopté à l'unanimité.

DROITS HUMAINS : À l'initiative des amendements contre la spéculation sur la faim et les "fonds vautours" et pour la protection des lanceurs d'alerte en lien avec le comité de soutien d'Antoine Deltour.

JUSTE ÉCHANGE : Nous avons activement milité contre les accords commerciaux transatlantiques (TAFTA et CETA) et pour des traités de

nouvelle génération incluant des clauses environnementales et sociales. Même combat contre les abus du travail détaché en Europe.

FISCALITÉ LOCALE : Amendements de péréquation et de progressivité pour les communautés rurales et cotisation sur la valeur ajoutée économique basée sur les sites de production plutôt que sur les sièges sociaux.

ENFANCE : Amendements pour la continuité du parcours de soin pour les maladies chroniques par un référent dans le passage à l'adolescence puis à l'âge adulte. Banalisation de l'examen prénatal pour toutes les familles

DEMAIN, PLUS DE VIE

la transition écologique en actes

UNE NOURRITURE DE TOUTES LES QUALITÉS

La nourriture c'est une tradition dans notre pays, mais c'est aussi notre futur !



Au pays de la gastronomie, il n'est pas acceptable qu'un enfant, par son origine sociale, soit condamné dès son plus jeune âge à des problèmes de santé chroniques (obésité, diabète, santé dentaire...). Il n'est pas non plus acceptable que nos aliments fassent le tour de la planète avant d'arriver dans nos assiettes ! Nous avons un beau défi de société : consommer mieux et produire autrement.

Au Parlement, nous avons travaillé et adopté à l'unanimité une Loi contre le gaspillage alimentaire et sur le terrain, nous avons lancé entre nos territoires ruraux et le Grand Nancy un *"projet alimentaire territorial"*. En appui sur les dizaines d'initiatives locales (drive paysans, AMAPs, marchés de producteurs), **il s'agit de préparer un changement d'échelle de la relocalisation alimentaire et de concilier qualité, santé, environnement et nouvelle économie.**

ET AUSSI...

A31 ET LIGNE 14 : A partir de la mobilisation citoyenne contre le barreau Toul-Dieulouard lors du débat public, nous avons obtenu une expertise complémentaire et accompagné l'émergence d'une solution alternative associant modernisation de l'autoroute actuelle, régulation du trafic et exploration des autres modalités de transport. La résistance au projet A31 bis s'est transformée en force de proposition pour envisager une solution plus efficiente. Vive le débat public !

Même démarche pour la sauvegarde et le développement de la ligne ferroviaire Nancy-Vittel.

BOUCLES DE LA MOSELLE : vignoble toulouais, cathédrale, Val de Fer et colline de Sion sont les pôles d'attraction d'une offre touristique singulière dans le paysage sud-lorrain, créatrice de liens et d'emplois de proximité : fécondité de la coopération publique/privé !

BIODIVERSITÉ : Des étangs de Romé et Mandres aux tourbières de Lay-Saint-Rémy, en passant par les pelouses calcaires de Sexey-aux-Forges et la Moselle Sauvage à Bainville-aux-Miroirs, la biodiversité est notre capital nature. Même combat pour le massif de Haye dont le classement imminent va consacrer 10 000 ha de forêt.

FINANCEMENTS EXCEPTIONNELS : Pour des équipements structurants comme la caserne des pompiers de Thiaucourt (mutualisée avec les services techniques de l'intercommunalité) ou la piste intercommunale d'athlétisme.

DÉBATS DE SOCIÉTÉ : Afin d'éclairer notre décision par le dialogue citoyen, nous avons rassemblé à Colombey les acteurs de terrain et les représentants de toutes sensibilités philosophiques et spirituelles pour un échange en profondeur au moment du débat ouvert par la loi sur la fin de vie porté ensemble par un député de la majorité et de l'opposition. C'est,

MOINS DE PESTICIDES

En 2013, un rapport scientifique de l'INSERM a établi le lien entre l'exposition à certains produits chimiques et l'apparition de maladies graves.

La même année Premier Ministre m'a confié une mission : réduire *"pour de bon"* notre consommation de produits phyto pharmaceutiques. Nous avons sillonné la France, auditionné plus de 200 personnes et écouté tous les points de vue.

Mes 68 propositions ont inspiré, malgré la pression des industriels du secteur, le nouveau plan gouvernemental Ecophyto approuvé par le monde agricole et les écologistes. Aujourd'hui, les premiers résultats nationaux - timides - sont là.

Ici, l'association des vergers du Saintois s'investit dans le bio-contrôle, les viticulteurs visent le désherbage mécanique, les agriculteurs d'Innov'Toulois diversifient leurs cultures pour protéger la ressource en eau et les communes de Liverdun et de Toul entretiennent leurs espaces publics sans désherbants chimiques.



à notre sens, la voie à emprunter sur l'ensemble des sujets de société où l'enjeu est moins de gagner les uns contre les autres que de chercher une concorde et une sagesse au nom de notre commune humanité.

CULTURE : De *"Chez Paulette"* à l'école de musique du Saintois, du Moulin Crew à la Filoche, des passerelles se tendent. À Sion, un festival associe avec bonheur nature et culture autour de la Cité des paysages, Liverdun redonne vie à son âme médiévale et Thiaucourt à l'histoire du Saillant.

UN ESPRIT D'ENTREPRISE

pour produire à armes égales

RECONQUÊTE DES FRICHES

Il y a sur le territoire de nombreuses friches héritées du passé militaire et de la crise industrielle, des dizaines d'hectares abandonnés et souvent pollués. Nous avons décidé de ne pas fermer les yeux et fait le pari de leur redonner vie plutôt que de grignoter des espaces naturels. Après un inventaire commun entre nos communautés de communes, nous avons, avec le Préfet, plaidé notre cause jusqu'à Matignon pour débloquer les obstacles administratifs.

La reconquête a commencé grâce à la mobilisation de fonds publics. **Elle porte aujourd'hui ses fruits de Neuves-Maisons à Colombey les Belles. A Liverdun, l'après-Lerebourg prendra la forme d'un port fluvial, le site Kléber a déjà vu l'installation de plus de 15 entreprises. A Velaine, la maîtrise locale du foncier du parc de Haye (60 entreprises / 1500 emplois) donne un nouvel élan à la zone d'activité : la première extension d'entreprise aura lieu en 2017.**

L'achat du site de l'hôpital Jeanne D'Arc à l'€ symbolique et la prise en charge de sa dépollution dès cet été ont permis à notre territoire d'être retenu par le ministère de la Justice pour l'accueil d'une nouvelle maison d'arrêt génératrice d'un grand chantier et de plus de 200 emplois.



VALEURS AJOUTÉES

Près d'une centaine de visites d'entreprises, au contact des dirigeants, des salariés, des jeunes en formation pour comprendre les métiers, les produits et défendre la production locale. Exemples : nous avons obtenu, avec d'autres parlementaires, une fiscalité sur l'énergie déterminante pour Kimberly Clark, la SAM, Toul Power et VICAT.



Accompagnement inter-ministériel d'une nouvelle filière de transformation du hêtre à Beaumont pour la reconquête de la valeur ajoutée face à l'export des grumes en Asie. Même niveau de médiation avec l'Etat pour anticiper l'après-PUMA sur le site de maintenance des hélicoptères de Domgermain.

Rapporteur de la Loi Sapin 2, nous avons obtenu des votes unanimes contre la concurrence déloyale des grands groupes et des entreprises low-cost : protection du registre des métiers et assouplissements réglementaires pour l'artisanat, obligation pour Lactalis de publier ses comptes, transparence et prise en compte des coûts de production dans les filières, non commercialisation des quotas pour l'agriculture.

ACCAPAREMENT DES TERRES

Dès juin 2012, j'ai été alerté par des injustices dont étaient victimes des jeunes qui voulaient devenir agriculteurs et sur le retournement des prairies naturelles. En échangeant avec d'autres députés et en réunissant toutes les organisations agricoles, nous avons mieux compris les causes de ce désordre : le monopole des plus puissants (voire de multinationales chinoises !) sur le marché foncier.

Au même moment, la fin des quotas laitiers fragilisait nos producteurs en les exposant aux aléas du marché mondial et aux abus de la grande distribution.

Nous avons depuis, inlassablement, porté des amendements, puis une Loi pour défendre l'agriculture familiale. La protection et le partage du foncier sont la base de notre économie et de la mise en valeur de nos ressources naturelles. **Notre espace rural n'est pas un supermarché. Face à la spéculation, nous sommes du côté de l'économie réelle et pour le renouvellement des générations.**

La mission obtenue auprès du ministère a réuni l'ensemble des responsables professionnels à Haroué autour de l'avenir de la polyculture-élevage en Lorraine.



ET AUSSI...

CÔTE À CÔTE : En réponse à l'attente de nos viticulteurs en 2011, nous avons permis la reconquête de 25 ha de friches de nos coteaux AOC, dont 5 avec l'appui coopératif de 150 citoyens pour l'agrandissement des domaines et l'installation de 2 jeunes viticulteurs sur le sud du vignoble. La coopération européenne le long de la Moselle et la création de la vithèque signent une renaissance et une fierté commune.

PME/TPE : Nous accompagnons les projets de nos entreprises avec la Banque Publique d'Investissement et Alizé pour nos PME, Leader et la PFIL pour les TPE. Un premier FISAC a été obtenu pour les commerçants du Saintois et une nouvelle tranche pour le Tulois. Grâce à notre agence de développement économique, nous sommes un des territoires qui mobilise le mieux les fonds régionaux et européens pour l'économie. Avec les fonds pour la transition énergétique

et le contrat de ruralité, c'est, dans une dynamique de projet, l'équivalent de 6 fois le montant de la réserve parlementaire sur le mandat.

SECONDE VIE DES PRODUITS : Porteur d'une résolution européenne sur l'économie circulaire, nous avons favorisé localement l'installation d'ENVIE 2E et du Relais (électronique, matelas et textiles) pour près d'une centaine d'emplois qui rejoignent les activités historiques de recyclage sur le territoire (automobile, pneumatique).

MARCHÉS PUBLICS : Nous avons initié un travail de rapprochement entre l'offre de nos entreprises et les cahiers des charges des marchés publics et engagé l'inscription de productions du territoire dans l'offre de l'UGAP.

MOBILISATION pour la reconversion du campus ONF, confortement de l'école de déminage ESOL, appui à la labellisation "Pôle d'Innovation" du CERFAV, pour la rénovation urbaine des centres-bourgs de Vézelize, Foug et Pont-Saint-Vincent

POUR UNE SOCIÉTÉ CIVIQUE

des droits et des devoirs pour tous

LES CADETS DE LA DÉFENSE



L'idée est née d'un échange avec le commandant en chef des forces aériennes lors du meeting aérien de 2014. **Comment prendre appui sur la présence de la BA133 pour faire grandir l'esprit civique des adolescents du territoire ?** Un an plus tard, la première promotion de cadets de la Défense rassemblait 15 collégiens toulousains. Cette opération a été rendue possible grâce au partenariat de l'Éducation Nationale, des collectivités, la réserve parlementaire mais surtout au dévouement d'officiers réservistes animateurs des mercredis sur la base. L'excellent bilan pédagogique de 2015 a permis d'élargir le recrutement au secteur de Colombey et de Nancy pour 30 jeunes qui ont fait leur rentrée le 5 octobre dernier.

Les Héritiers : nous avons initié la diffusion de ce film sur la mémoire de la déportation auprès de 2500 lycéens et collégiens en présence de grands témoins. L'idée d'un Panthéon local fait son chemin avec la mise en valeur de figures de la Résistance comme **Régina Kricq** et **Georges Hance**, mais aussi de **Georges Guérin**, fondateur de la JOC, grand mouvement d'éducation populaire.

ZÉRO CHÔMAGE LONGUE DURÉE

Le chômage est d'abord un gâchis humain par le désœuvrement de millions de personnes. Aucune compensation ne suffit à compenser cette perte de la dignité donnée par le travail. Le mouvement ATD Quart monde milite pour une société de pleine activité. L'idée est de proposer à tous les chômeurs de longue durée de travailler pour des activités non concurrentielles par rapport au marché et à l'État, financées pour partie par le transfert de l'indemnisation du chômage.

J'ai été co-rapporteur d'une loi votée à l'unanimité et qui permet, pendant 5 ans, l'expérimentation sur 10 territoires en France. Nous sommes au côté de celui de Colombey-Belles retenu parmi les pionniers. Dès aujourd'hui, pour 15 personnes, une nouvelle vie commence.

Avec ATD Quart Monde, nous avons engagé un autre partenariat autour du défi de *"se nourrir quand on est pauvre"*. Nous finançons un travail universitaire de niveau national qui prend appui sur la parole et l'action des militants locaux en ville et en milieu rural.



ÉTATS GÉNÉRAUX DE LA SANTÉ

Alertés par la menace qui pesait sur l'hôpital Saint-Charles, nous avons formé un front commun avec les autres élus pour accompagner le plan de redressement budgétaire. Le retour à l'équilibre est le fruit d'un formidable effort des équipes, d'aides exceptionnelles de l'État, d'une coopération intelligente avec le CHRU, mais aussi d'innovations comme les progrès de la chirurgie ambulatoire ou la salle nature de la maternité que nous avons contribué à financer. Nous militons aujourd'hui pour l'accueil d'un IRM.



Même démarche pour l'ensemble du territoire où nous avons lancé les États Généraux de la Santé en présence du directeur national de la santé publique : sur 100 € dépensés pour la santé, seulement 5€ sont consacrés à la prévention. Or, la prévention réduit les inégalités de santé et protège notre sécurité sociale. Pendant 9 mois, nous donnons la parole à tous les citoyens (www.etatsgenerauxsante-tdl.fr) pour construire un contrat local de santé autour de la prévention : meilleur environnement, couverture médicale, hygiène de vie...

Nous participons activement à la conception, dans la dignité et le respect de l'autonomie, de nouveaux parcours de vie pour les personnes âgées.

ET AUSSI...

DES ÉCOLES PRIMAIRES À L'UNIVERSITÉ, en passant par les jeunes apprentis, nous avons répondu présent à toutes les invitations du monde de l'éducation pour des échanges très riches sur l'engagement civique et la République.

ACCUEIL MIGRANTS : En 2015, nous avons tiré la leçon de Tantonville et du Saintois qui ont accueilli pour quelques semaines des réfugiés venant de pays en guerre : savoir-faire d'Arélia, engagement de l'État et solidarité concrète des citoyens ont permis de démontrer que le

respect du droit d'asile était compatible avec le droit à la tranquillité pour les territoires d'accueil. L'accord unanime des élus de Moselle et Madon pour accueillir jusqu'au printemps 60 demandeurs d'asile comme l'engagement du Département à Sion pour des mineurs isolés sont dans la tradition humaniste qui nous rassemble au-delà des couleurs politiques.

MÉMOIRE : Lien constant avec les associations patriotiques et les forces armées en Opex, participation

aux cérémonies d'accueil des accédants à la nationalité française.

ÉVÉNEMENTS CITOYENS : A 15 reprises, au moins, nous avons invité des personnalités extérieures autour de petits et de grands événements citoyens associant proximité et ouverture. De la qualité de l'eau en milieu rural au fonctionnement de la justice en passant par la fiscalité des entreprises ou la COP 21, nous croyons profondément à notre capacité à faire de la politique autrement et à donner un sens à notre action.

CINQ AMENDEMENTS CIVIQUES :

- contre l'extension du travail dominical
- pour une meilleure orientation
- pour un service civique obligatoire de 9 mois.
- pour rendre possible, dans la fonction publique, le don de jours de RTT aux parents d'un enfant gravement malade.
- consolidation des conseils de développement "citoyens" au sein des collectivités.

L'ETHIQUE POUR GOUVERNAIL

En 2012, nous avons publiquement pris position sur quelques principes. Nous les avons mis en œuvre, au lendemain de l'élection.



NON CUMUL : j'ai mis fin, sans attendre l'obligation légale, aux mandats antérieurs pour me consacrer entièrement à celui que vous m'avez confié comme parlementaire. J'ai par ailleurs pris position pour une limite des mandats dans le temps.

IRFM : transparence sur l'usage des moyens publics.

COLLABORATEURS : dénonciation dès 2012 des liens familiaux.

INDEMNITÉS : demande de remise à plat des régimes de retraite, 25% des indemnités réinvesties dans l'action locale et caritative.

RÉSERVE PARLEMENTAIRE : plaidoyer pour sa conversion en fonds de soutien local et dans l'attente, mise en œuvre d'une gestion collégiale.

LOBBIES : mise à distance de tout conflit d'intérêts, non-participation à des débats sponsorisés et à toute forme de mondanités.

RESPECT : Nous avons une vraie passion pour un débat politique respectueux des opinions des uns et des autres, mais nous refusons les querelles et les postures.

Notre premier engagement est de travailler à l'unité du territoire dans sa diversité : **nous n'avons pas vocation à faire des coups, mais à favoriser des coopérations durables.**

Cela passe au niveau national comme ici par un dialogue permanent et le respect des institutions comme de la société civile : monde de l'entreprise, syndicats, associations et collectivités. Faire le lien, créer des passerelles entre des univers qui s'ignorent est à notre sens constitutif de notre République. **Nous sommes "pompiers" quand l'urgence le justifie, mais plus souvent "artisan" de solutions partagées.** Enfin, avec Martine Huot-Marchand, nous avons consacré une part importante de notre temps à ceux que la pauvreté ou le handicap peut priver de leur qualité de citoyen.

12 BALISES POUR DEMAIN

"Ne jamais démissionner ni de la pensée, ni de l'action", avoir les pieds sur terre et consacrer du temps à la question du sens. La Fondation Jean Jaurès m'a confié la création d'un observatoire de la ruralité.

Et nous avons fondé un cercle humaniste Esprit Civique pour faire face aux défis d'aujourd'hui : un individualisme sans limite et une mondialisation sans foi ni loi. Le renouveau civique suppose une vision renouvelée de la dignité humaine et du bien commun. Nos travaux ont inspiré 12 "balises" pour renouer avec l'esérance. Résumé...

1 - NUL N'EST TROP PAUVRE POUR PARTICIPER À L'EFFORT COMMUN

La démocratie n'est vivante que lorsqu'elle donne la possibilité à chacun de participer à la vie publique et bannit toutes formes d'humiliation.

2 - LE TRAVAIL COMME UNE ŒUVRE

Le travail est constitutif de notre dignité intime et sociale. Il ne faut pas renoncer à une société de pleine activité.

3 - LA PERSONNE AU CŒUR DES RÉVOLUTIONS TECHNOLOGIQUES

Nous proposons de mettre les conquêtes de l'intelligence au service d'un nouvel humanisme. Et interdire ce qui est contraire à notre conception commune de la dignité humaine.

4 - UNE LIMITE DÉCENTE AUX ÉCARTS DE RICHESSE

Les inégalités de revenus sont devenues telles qu'elles meurtrissent le sentiment d'appartenance à la communauté de l'entreprise comme à celle de la Nation. Un écart maximum de 1 à 12 est respectueux du travail des uns et des autres.

5 - DES INDICATEURS CLAIRS POUR DES DÉCISIONS JUSTES

Une boussole commune doit nous permettre d'évaluer l'impact de nos décisions publiques pour aujourd'hui et demain, pour notre pays et au-delà de nos frontières. Les indicateurs de développement humain encouragent les comportements responsables et valorisent l'aménagement des territoires.

6 - DES INVESTISSEMENTS AU LONG COURS

Contre les dérives du libéralisme la puissance publique doit apporter une garantie, sans incidence sur la dette publique, à des investissements de long terme au service des biens communs les plus essentiels : l'eau, l'air, l'énergie et une grande politique de prévention en santé publique.

7 - L'ENTREPRISE, ACTEUR POLITIQUE DU 21^E SIÈCLE

Lieu de l'investissement productif, communauté de travail et créatrice de richesses à destination de la société, l'entreprise doit assumer sa responsabilité sociale et environnementale. La représentation des salariés dans les instances de gouvernance participe de cette conversion.

8 - UN "NOUVEL ÂGE" DE MONDIALISATION

Devoir de vigilance des multinationales pour les droits humains et environnementaux, justice fiscale, traités internationaux incluant l'écologie... Au bout du monde comme au bout de la rue, *"la vie humaine vaut plus que tout l'or du monde"*.

9 - UNE EUROPE PIONNIÈRE EN MÉDITERRANÉE

La tragédie des migrants est celle d'une Europe incapable de penser et d'agir en commun. Un espace de coopération est à réinventer pour réduire la misère, penser et agir dans un esprit de co-développement avec l'Afrique.

10 - UN TIERS-LIEU POUR GRANDIR

A côté des familles et de l'école de la République, nous devons refonder un lieu d'apprentissage de la responsabilité pour autrui et du déchiffrement du monde. Une nouvelle éducation populaire pour une génération civique.

11 - DES ESPACES ET DES TEMPS DE GRATUITÉ

Il est urgent de poser des limites pour une vie intime et publique affranchie de l'idéologie marchande. Le lien à la nature, à la culture, aux autres, à une vie spirituelle, n'est pas un privilège mais le sel de la vie !

12 - LE SPIRITUEL, ANTIDOTE AU FANATISME

Nous croyons à une laïcité vécue comme un cadre et un creuset. Un cadre protecteur des libertés individuelles et de l'espace public. Un creuset pour une spiritualité qui soit une ressource pour chaque personne et pour la République.

version complète sur www.dominiquepotier.com



Equipe parlementaire : Jean-Jacques Rihm, Pauline Leclère et Rachel Tonti • **Permanence parlementaire :** 27 av. du Maréchal Foch, 54200 Toul - Ouverture au public : lundi, mardi, jeudi et vendredi de 15h à 17h et sur RDV. • **Tél.** 03 83 64 09 99 - **Télécopie :** 03 83 64 31 05 - **Courriel :** dpotier@assemblee-nationale.fr • **Bureau à Paris :** 101, rue de l'Université, 75007 - **Tél.** 01 40 63 76 96 • **Restez en lien en vous inscrivant à notre newsletter sur www.dominiquepotier.com**